

14 juillet 1994 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, dans "L'Express" du 14 juillet 1994, sur trente années d'histoire politique commune entre la France et l'Allemagne, jusqu'au défilé de l'Eurocorps sur les Champs Élysées pour la fête nationale, intitulé "L'Allemagne et nous".

L'EXPRESS.- Monsieur le Président, n'avez-vous pas l'impression de froisser la mémoire de certains Français en faisant défiler des Allemands au sein de l'Eurocorps sur les Champs-Élysées, le 14 juillet ?

- FRANÇOIS MITTERRAND.- C'est une initiative que je crois nécessaire, mais je conçois qu'elle puisse blesser ceux qui n'ont pas réfléchi à cette question et qui, dominés par les souvenirs, oublient qu'il faut construire le futur. J'ajoute, vous le dites vous-même, que c'est l'Eurocorps qui a été invité à défiler sur les Champs-Élysées, c'est-à-dire des troupes françaises, allemandes, luxembourgeoises, belges et espagnoles. QUESTION.- Le président Giscard d'Estaing semblait ému de cette perspective. Les émotions sont libres, comme le reste.

- QUESTION.- Avez-vous pris cette décision parce que les Allemands risquaient d'être profondément blessés de ne pas avoir été invités aux fêtes du Débarquement ?

- LE PRÉSIDENT.- Non. La présence des Allemands aux célébrations du Débarquement n'était pas opportune. Le chancelier Kohl ne me l'a jamais demandée. A un moment, j'avais imaginé qu'après les cérémonies, et sur les lieux mêmes, aurait pu se dérouler la rencontre symbolique de quelques bataillons allemands et de quelques bataillons alliés, marquant ainsi les temps nouveaux. Helmut Kohl ne l'a pas souhaité. Mais, bien entendu, je voulais éviter tout sentiment de vexation chez le peuple allemand. Je suis allé le surlendemain, 8 juin, à Heidelberg, pour une fête de la jeunesse, en compagnie du chancelier. L'amitié franco-allemande y a été célébrée. La présence de l'Eurocorps sur les Champs-Élysées donnera à la construction européenne un élan nouveau.

- QUESTION.- Dans aucun de vos discours sur les lieux du Débarquement vous n'avez mentionné le nom du général de Gaulle ni l'action des Forces françaises libres...

- LE PRÉSIDENT.- Les seules forces françaises présentes le jour du Débarquement étaient des soldats engagés dans l'armée britannique. Je n'ai pas parlé à propos de ce jour-là du général de Gaulle. Mais je n'ai pas parlé non plus de Roosevelt ni de Churchill. Délibérément. En dépit de leurs grands mérites. Je me suis attaché, en effet, à décrire les opérations militaires. Quant à la polémique que vous évoquez, elle est rituelle. Si je ne cite pas de Gaulle, on m'accuse de poursuivre une sorte de combat contre une ombre. Si je le cite, on me soupçonne de vouloir récupérer une part de son héritage. De Gaulle a joué un rôle immense dans notre histoire. Cela ne me conduit pas à prendre l'attitude d'un oraison perpétuelle. Il y a assez de professionnels de la chose. Mais j'ai le plus grand respect pour lui.

QUESTION.- Entre janvier 1983 - date de votre discours au Bundestag sur les euromissiles - et cet acte symbolique de l'Eurocorps qui défilera sur les Champs-Élysées, comment a évolué l'idée

de la communauté de destin entre Allemands et Français ?

- LE PRESIDENT.- Nous nous sommes engagés, l'Allemagne et la France parmi d'autres, dans l'Europe communautaire, aujourd'hui l'Union européenne, et nous nous sommes fixés des objectifs ambitieux. Nous y avons été conduits par une longue suite d'événements depuis la réconciliation franco-allemande, qui remonte à Robert Schuman et à Jean Monnet. Par la suite, j'ai vu et entendu Mendès France et Adenauer s'entretenir à Paris du même sujet, quand Mendès France était Premier ministre, en 1954. De Gaulle y a ajouté sa propre dimension, notamment avec le traité de l'Elysée, en 1963. C'est une constante de notre politique depuis plus de quarante ans. Qu'il y ait eu des moments difficiles dans les relations franco-allemandes, assurément, mais tous ont été surmontés. Il s'est produit des événements importants qui exigeaient des réactions rapides. Il y a eu la crise des euromissiles. Il fallait montrer aux Soviétiques que l'Europe n'était pas disposée à rester sous la menace de missiles qui, n'étant pas stratégiques, ne pouvaient pas atteindre les Etats-Unis d'Amérique, et lui étaient donc destinés. On ne pouvait accepter cela. On aurait pu aboutir à un "découplage" du monde occidental. C'est pour cette raison que je suis intervenu au Bundestag. Entre-temps, c'est-à-dire entre ce moment-là, 1983, et l'invitation de l'Eurocorps, pour nos fêtes du 14 juillet, cette année, l'unification allemande a eu lieu. Sur laquelle on a raconté beaucoup d'inexactitudes. Il n'y a pas eu de crise franco-allemande à cette occasion. Il y a eu discussion, débat. L'harmonie n'est nulle part préétablie. Par exemple, j'estimais, pour ma part, historiquement indispensable la reconnaissance préalable des frontières de l'Est.

- QUESTION.- Quand vous regardez l'histoire de l'intégration européenne, considérez-vous finalement qu'on a raté quelque chose de très important en ne commençant pas par la défense ?

- LE PRESIDENT.- Oh ! ça, c'est la vieille histoire de la communauté de défense. Je pense que c'eût été une erreur que de remettre le sort de l'Europe entre les mains des généraux du Pentagone, à l'époque où l'Europe était complètement disloquée. L'Alliance atlantique a rempli le rôle qu'elle devait jouer et les Américains, au sein de cette alliance, le rôle essentiel. Mais ce n'est pas la même chose. En commençant par une communauté de défense sans pouvoir politique commun, on aurait fait les choses à l'envers.

QUESTION.- Revenons aux mois qui ont suivi la réunification allemande : vous avez beaucoup insisté, à l'époque, sur la reconnaissance indispensable de la ligne Oder-Neisse. Aviez-vous le sentiment que l'Allemagne avait du mal à reconnaître cette frontière ?

- LE PRESIDENT.- Je ne veux pas dire que les dirigeants du moment étaient hostiles à cette idée. Ils étaient simplement d'une prudence extrême, pour deux sortes de raison : d'abord, pour des raisons de politique intérieure, car, après tout, les Allemands de Poméranie, de Silésie et de l'ancienne Prusse-Orientale étaient comme nos pieds-noirs. Ils avaient perdu leur patrie.

- QUESTION.- C'était la purification ethnique avant la lettre ?

- LE PRESIDENT.- Ces transferts de population ont toujours été pratiqués, dût-on le regretter. Ils figurent en toutes lettres dans les traités qui ont suivi la guerre de 14-18 : des millions et des millions d'hommes, de femmes, d'enfants ont été déplacés. Le langage permet beaucoup de choses. On ne parlait pas de purification ethnique. Je ne dis pas que ces moeurs soient acceptables, mais ce sont celles qui ont eu cours pendant des siècles en Europe. Bref, ces Allemands de l'Est ont souffert, cruellement. Ils représentaient en Allemagne une force contestataire qu'il fallait ménager. Ils se sont livrés à des manifestations publiques conduites par de puissantes associations. Cela a joué. Mais existait peut-être aussi le sentiment profond d'avoir à officialiser une frontière toujours mouvante. Depuis les chevaliers Teutoniques, les Allemands avaient cherché à la reporter plus loin. La fixer une fois pour toutes rendait malheureux, sans même que ce soit exprimé, naturellement. Dès novembre 1989, j'ai commencé à en parler à Helmut Kohl, jusqu'en juin 1990. Sept mois avant d'aboutir. Le chancelier invoquait des arguments juridiques qui ne manquaient pas de force : seul le Parlement réunifié serait en mesure de s'engager pour toute l'Allemagne. Je soutenais que l'argument politique devait l'emporter, qu'on ne pouvait pas passer d'une phase à l'autre de l'Histoire sans qu'ait été accompli cet acte solennel.

LE PRESIDENT - La première fois que la question de l'unification a été traitée publiquement

LE PRESIDENT.- La première fois que la question de l'unification a été traitée publiquement, c'était le 3 novembre 1989. Je faisais, avec Helmut Kohl, la conférence de presse traditionnelle à l'issue d'un sommet franco-allemand. Six jours avant la chute du mur de Berlin ! Les journalistes allemands m'ont posé la question. Je leur ai répondu : "Je trouve que l'unification est légitime, dès lors que le processus sera démocratique et pacifique". J'avais déjà employé ces expressions au mois de juillet devant cinq journalistes européens. Entre juillet et novembre, l'évasion des Allemands de l'Est et beaucoup d'autres événements avaient encore accéléré les choses. Je me suis fait reprendre par M. Giscard d'Estaing, qui a publié de nombreuses déclarations à la radio et par écrit, sur le thème : "Le président de la République est très imprudent. Jamais il n'aurait dû accepter si vite l'idée d'unification..." Passons. Cette observation enleva quand même de la force à l'argument polémique employé plus tard par le même, selon lequel "La France avait manqué le train de l'unification" ! En revanche, Jacques Chirac avait été favorable à cette évolution. Nous sommes donc le 3 novembre, deux journalistes allemands soulèvent le problème de l'unité. Mais un journaliste français, lui, m'interroge sur les frontières. Ces deux points étaient vraiment liés dans l'esprit de beaucoup de gens. Ils l'étaient dans le mien. Contrairement à ce qui a été répété dans la presse, allemande et française, je ne désirais pas retarder l'unité devenue certaine des Allemands. Au demeurant, nos partenaires américains, russes, anglais ajoutaient d'autres conditions à celle-là. Les Américains et les Anglais insistaient sur le problème de l'Otan. L'Allemagne de l'Est sera-t-elle incluse dans l'Alliance ? Mme Thatcher et Gorbatchev rappelaient Helsinki et son grand principe : on ne touche pas aux frontières. Mikhaïl Gorbatchev s'est adapté aux faits entre le mois de novembre 1989 et le mois de février 1990. Mme Thatcher, elle, a beaucoup dit non, mais a fini par dire oui.

- QUESTION.- Dans ses Mémoires, elle évoque vos conversations. Elle déplore "(votre) incapacité à accorder (vos) déclarations privées à (vos) actes publics".

- J'ai bien lu ça. Elle a écrit aussi des appréciations plus aimables. Je crois qu'elle aurait surtout voulu séparer l'Allemagne de la France et s'irritait de n'y pas parvenir.

QUESTION.- Pourtant, vous vous lancez dans un voyage, à la fin de décembre 1989, en RDA. Vous êtes le dernier chef d'Etat occidental à y être reçu. Etait-ce nécessaire ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que c'était utile, oui, très utile.

- QUESTION.- Quelle en était l'utilité ?

- LE PRESIDENT.- J'étais invité déjà depuis de longs mois. D'abord par Erich Honecker, puis par Egon Krenz, enfin par Hans Modrow. Le premier geste des nouveaux dirigeants quand ils arrivaient au pouvoir était de relancer l'invitation. Quand Honecker m'a écrit, j'ai informé Helmut Kohl. Et moi, cela m'intéressait beaucoup. N'oubliez pas que la France était l'une des puissances de tutelle. Je ne vois pas pourquoi j'aurais laissé aux autres, aux trois autres puissances, le soin de gérer ces affaires. Le territoire de l'Allemagne de l'Est ne m'était pas interdit. Je voulais le signifier.

- QUESTION.- Mais vous prolongiez la légitimité de leaders en sursis. M. Modrow, à l'époque, était un homme à terre.

- LE PRESIDENT.- En quoi la prolongeais-je ? Je n'ai rien dit de tel sur la légitimité.

- QUESTION.- Helmut Kohl a rencontré Hans Modrow à Dresde, à la même époque. Ils avaient proposé une "communauté contractuelle" entre leurs deux Etats.

- LE PRESIDENT.- L'expression était de Modrow. Et Helmut Kohl, dans son discours au Bundestag de la fin de novembre 1989, a même déterminé la liste des secteurs de cette communauté. Alors ? La marche vers l'unité s'est déroulée, du côté de la République fédérale, avec une grande prudence.

- Vous voulez nous dire que tout ça se passait en pleine harmonie avec le chancelier ?

- La seule chose qui l'a pris de court, ça a été la date de ma visite. Je l'ai très bien compris et admis. Mais l'évolution a été tellement rapide qu'aucun calendrier n'y résistait. Autrement, nous n'avons pas eu de vraie difficulté.

- La réunification a redonné naissance, au centre de l'Europe, à une puissance allemande historiquement repropotionnée, notamment par rapport à la France. Au lendemain du traité de Versailles, Clemenceau disait : "C'est très bien, mais il y a encore 30 millions d'Allemands de

trop..."

- LE PRESIDENT.- Moi, je ne parle pas comme ça ! Cela fait mille ans qu'il faut s'en accommoder ! Philippe Auguste et Otton IV, Charles Quint et François 1er, ensuite la politique de Richelieu qui a consisté à s'arranger avec les princes protestants, ensuite Napoléon et la Prusse, ensuite Bismarck, ensuite Hitler : ça fait un millier d'années que nous vivons à côté des Allemands, plus nombreux. Pas forcément plus puissants. Et vous imaginez la situation de François 1er prisonnier en Espagne, et Charles Quint maître des Flandres, de l'Allemagne, de l'Autriche, de l'Espagne ! On s'est toujours tirés d'affaire ! Nous sommes un pays plus ramassé, plus homogène. Comme si notre sol possédait des puissances telluriques capables, au bout d'une génération, peut-être deux, de fonder un seul peuple avec des gens d'origines très différentes. D'ailleurs, cela se traduit dans le droit : le droit du sol et le droit du sang ne sont pas considérés de la même manière en Allemagne et en France.

- QUESTION.- Vous êtes donc le dernier chef d'Etat français qui aura vécu, cohabité, travaillé avec une Allemagne qui était une Allemagne quasi à notre taille.

- LE PRESIDENT.- Et qui s'en rapprochait. Parce que la démographie de l'Allemagne de l'Ouest était si faible qu'on pouvait penser qu'en 2010-2020 la France aurait rattrapé l'Allemagne fédérale en nombre d'habitants. La réunification a changé ces données. Ne passons pas notre temps à regretter ce qui n'existe pas.\

QUESTION.- Mais avez-vous senti un changement dans les rapports franco-allemands du fait de la réunification ?

- LE PRESIDENT. Non.

- QUESTION.- On a beaucoup eu l'impression ici que l'un des arguments évoqués pendant la campagne pour le référendum sur le traité de Maastricht était : il faut trouver un moyen de ligoter l'Allemagne...

- LE PRESIDENT.- Certains ont dit ça... Pas moi.

- QUESTION.- C'est une réaction infondée... ?

- LE PRESIDENT.- Plutôt un vieux réflexe français que je n'ai pas.

- QUESTION.- Les institutions et le rapport de forces suffisent-ils pour qu'il n'y ait pas de risque ?

- LE PRESIDENT.- Je ne crois pas qu'on soit à la veille d'une troisième guerre mondiale, qui naîtrait d'un conflit franco-allemand. C'est le fait historique majeur dû à la Communauté européenne. Ensuite, je pense qu'il appartient aux Français de se débrouiller avec ce qu'ils ont. Et qu'ils en sont capables.

- QUESTION.- Dans l'affaire de la reconnaissance de la Croatie, Helmut Kohl a vraiment essayé de passer en force.

- LE PRESIDENT.- Oui, je le pense.

- QUESTION.- Et, au bout du compte, en dépit de tout ce que la France a mis comme garde-fous, comme démarches juridiques pour arriver à cette reconnaissance, les Allemands, selon leur expression, "nous ont tirés par-dessus la table".

- LE PRESIDENT.- Non, ce sont les patriotes croates et slovènes qui ont fait ce travail-là. Certes, avec l'encouragement des Allemands et du Vatican. Mais ce ne sont pas les Allemands qui ont fait la décision. Quand, au mois de juin, à Luxembourg, le Conseil européen a posé pour la première fois la question de l'ex-Yougoslavie, MM. Kohl et Genscher ont demandé la reconnaissance immédiate de la souveraineté slovène et de la souveraineté croate. Je m'y suis opposé, en disant que cette reconnaissance était inéluctable, mais qu'il convenait d'abord d'obtenir des garanties sur le statut des minorités et, le cas échéant, sur le tracé des frontières, qui n'étaient encore que les frontières internes à l'ancienne Yougoslavie de Tito. Et le Conseil européen m'a donné raison. Mais comme il n'y a pas d'exécutif véritable de l'Europe, le temps a passé sans que le suivi soit assuré. Dans l'intervalle, les groupes nationaux ont poussé les enjeux et sont devenus maîtres chez eux. Je ne les en critique pas. A leur place, j'aurais fait comme eux. Mais tout a été décidé sur le terrain, et ce n'était pas une bonne chose.

- QUESTION.- Avez-vous eu des divergences sérieuses avec le chancelier Kohl ?

- LE PRESIDENT.- Pour que des divergences soient sérieuses, il faut qu'elles expriment des

oppositions de fond. J'ai connu peu de cas, hors, précisément, la méthode à suivre pour l'ex-Yougoslavie. La plupart du temps, nos différends s'appliquaient à des compétitions d'intérêts légitimes de part et d'autre. Nous avons su les dominer.\

QUESTION.- Aujourd'hui, on voit réapparaître, en France comme en Allemagne, un certain nombre de comportements et d'arguments de type nationaliste. Peuvent-ils sérieusement remettre en question votre projet d'intégration européenne et d'unification ?

- LE PRESIDENT.- Non. Je pense que ce type de réactions est inévitable. Il existe toujours une partie d'un peuple qui recule devant les risques de l'avenir ou qui se laisse porter par des malsaines nostalgies. C'est un réflexe très classique, qui prend plus ou moins d'ampleur selon les moments, les circonstances. L'attitude de l'Allemagne et de la France est sur ce point identique, pour la défense des droits de l'homme et de la démocratie.

- QUESTION.- Ne considérez-vous pas qu'il y a, actuellement, une résurgence inquiétante de ce type de phénomènes ?

- LE PRESIDENT.- Soyons résolu à les combattre. Je crois que l'idée de l'Europe continue d'être majoritaire chez les Français et que les Européens ne veulent pas d'un retour au racisme, aux nationalismes exacerbés.

- QUESTION.- Et les Allemands ?

- LE PRESIDENT.- Je le crois aussi.

- QUESTION.- En ce sens, le renouveau politique de la CDU et du chancelier Kohl est-il une bonne nouvelle pour l'Europe ?

- LE PRESIDENT.- Je n'interviens pas dans la politique intérieure allemande. Les sociaux-démocrates de Scharping sont aussi favorables à l'Union européenne. Je ne pense pas qu'un changement de gouvernement produirait un bouleversement de politique européenne. Mais il est vrai que Helmut Kohl est un européen de grande conviction.

- QUESTION.- Nous voici cinquante ans après la Seconde Guerre mondiale. Les gens qui arrivent au pouvoir en Allemagne sont donc nés après 1945. Cete relève de générations vous inquiète-t-elle ?

- LE PRESIDENT.- Je ne peux pas m'en inquiéter, parce qu'elle est inévitable. Etre inquiet des choses inévitables est stupide.

- QUESTION.- Mais nous parlons de la mémoire des gens qui accèdent aux responsabilités.

- LE PRESIDENT.- C'est un problème, en effet. Je constatais l'autre jour, lorsque nous discussions à Corfou, que je devais être le dernier de ceux qui étaient autour de la table à avoir fait la guerre. La Seconde Guerre mondiale. Et que Helmut Kohl était l'un des rares, sans l'avoir faite, parce qu'il était trop jeune, à l'avoir vécue... La mémoire historique existe, mais enfin les parents savent bien que leur expérience ne sert pas beaucoup à leurs enfants ! D'une générations à l'autre, le "témoin" passe d'une façon incertaine. Oui, ça pose des problèmes !

- QUESTION.- Pensez-vous que les institutions européennes que vous laissez en héritage ont préservé les nations, mais définitivement évité des nationalismes excessifs ?

- LE PRESIDENT.- On ne peut jamais dire "définitivement", parce que l'Histoire est, par nature, mouvante. Mais je crois à la force des institutions. Il n'y a de sociétés que par les institutions. Il n'y aurait pas de liberté sans institutions. Il n'y aurait pas de justice sans institutions. Il n'y aurait pas de nations sans institutions, pas davantage il n'y aura d'Europe sans institutions. Les institutions créent un cadre de vie auquel on s'habitue. Les nouvelles génération n'y attacheront peut-être pas la même importance, puisque les insitutions européennes ne correspondront plus à des événements vécus. Mais elles auront été habituées à considérer ces institutions comme normales, et, avant de songer à les mettre à bas, il faudra des événements, des évolutions que je ne prévois pas. Quoi qu'il en soit, tout me porte à dire "dépêchons-nous".

- QUESTION.- Prévoyez-vous une défense des intérêts plus agressive ?

- LE PRESIDENT.- C'est la vie des sociétés. Il y a toujours des tensions. Il y en aura toujours. Quand j'étais dans ma petite ville de Jarnac, en Charente, à 15 ans, je faisais partie du club de ping-pong. Il y avait des batailles terribles entre le président et le secrétaire général qui voulait devenir président ! Voyez l'importance de l'enjeu !\

QUESTION.- L'Allemagne doit-elle obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité

QUESTION.- L'Allemagne doit-elle obtenir un siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ?

- LE PRESIDENT.- Oui. Mais le problème doit être posé d'une façon plus générale. Il ne peut pas être posé simplement au travers de l'Allemagne et du Japon. Parce que ce serait limiter le débat à de grands pays industriels. Doivent figurer au Conseil de sécurité des pays représentatifs de tous les continents et du monde en voie de développement. Mais cela exigera une réforme des institutions. La question commence à se poser au sein de l'Union européenne : le droit de veto ne peut pas être maintenu lorsqu'il y a trop de membres. Ce serait la Diète polonaise. Cela dit, l'Allemagne a sa place dans le concert des pays décideurs, c'est l'évidence même.

- QUESTION.- Le droit de veto devrait-il être supprimé pour tout le monde ou bien conservé pour les fondateurs ?

- LE PRESIDENT.- Le droit des fondateurs ne doit pas être remis en question. Il peut être élargi à d'autres.

- QUESTION.- Si l'Allemagne devient membre permanent du Conseil de sécurité, il y a des responsabilités qui vont avec. Et notamment celle de pouvoir envoyer des troupes sur tel ou tel théâtre.

- LE PRESIDENT.- Je pense que l'Allemagne sera amenée à réviser sa Constitution.

- QUESTION.- Cela suffit-il ? En Allemagne, il y a une barrière qui n'est pas seulement constitutionnelle, mais aussi psychologique.

- LE PRESIDENT.- On ne peut pas répondre à la place des Allemands. Je pense que cette barrière finira par céder. Quant au Japon, il se précipiterait plutôt.

- QUESTION.- Et au Rwanda, on ne voit pas d'Allemands...

- LE PRESIDENT.- On n'en voit pas en Bosnie...

- QUESTION.- En Bosnie, on comprend, il y a des raisons historiques. Au Rwanda...

- LE PRESIDENT.- Au contraire, il y a eu colonisation allemande.

- QUESTION.- Ils sont allés en Somalie avec la même Constitution. Et au Cambodge.

- LE PRESIDENT.- Oui, visiblement, ils s'interrogent.\

QUESTION.- Il y a une question qui a surgi, ces dernières années : l'Allemagne va-t-elle reprendre un rôle dominant en Europe centrale ? LE PRESIDENT.- Elle l'a. Elle l'a naturellement, par le poids de ses transactions, de ses échanges, de ses investissements. Peut-être aussi parce que l'Histoire et la géographie l'y invitent. Ce qui est curieux, c'est que la France dispose d'une influence très grande dans l'autre partie de l'Europe qui est plus éloignée de nous : la Bulgarie, la Roumanie, la Grèce, la Serbie, la Moldavie, l'Albanie sont des pays où la langue française, la culture française jouissent d'un prestige immense, qu'on ne soupçonne pas chez nous. Mais chacun des pays d'Europe centrale et orientale a son histoire, ses traditions. Ils ne sont à la disposition de personne. C'est à l'Union européenne d'agir en tant que telle et c'est le terrain même où doit jouer une étroite relation entre l'Allemagne et la France.

QUESTION.- Tous ces pays que vous venez de citer comme influencés par la France, c'est étrange, sont considérés comme de mauvais élèves de la classe européenne. On se préoccupe beaucoup plus des Tchèques, des Polonais.

LE PRESIDENT.- Vous distinguez la différence entre Iliescu, Eltsine, Kravtchouk ? Eh oui ! Bulgares et Roumains ne sont pas devenus démocrates-chrétiens ou conservateurs comme d'autres qui ont fait une conversion rapide. Et puis voyez ce qui se passe : maintenant, certains d'entre eux ne retournent pas au communisme, mais les anciens Partis communistes y retrouvent le pouvoir, Lituanie, Pologne, Hongrie. Cela va s'étendre. La société libérale n'est pas apte à résoudre les difficultés de l'ancienne société communiste.

QUESTION.- Et les communistes remontent en Allemagne de l'Est... LE PRESIDENT.- Les Allemands de l'Est ont eu la liberté, très bien. Maintenant, ils voudraient plus d'égalité. Ce que des régimes libéraux ne leur donneront pas.

QUESTION.- On va vers l'élargissement de l'Union européenne à la Scandinavie et à l'Autriche. Ce qu'on interprète en France souvent comme un renforcement de l'Europe du Nord et donc de l'influence allemande. LE PRESIDENT.- C'est imprudent de dire cela. Très imprudent. L'Autriche est un pays tout à fait souverain et indépendant. La Suède est neutre, la Norvège a combattu l'Allemagne nazie, la Finlande, les Allemands et les Russes. Non, je pense que c'est une vue toute faite et infondée. Que l'Allemagne dispose dans ces pays d'importants relais

répond à des réalités séculaires.

- QUESTION.- Même en termes d'affinités, de sensibilité, de pratique politiques ?

- LE PRESIDENT.- Sur le plan commercial, oui. Ils sont peut-être plus commerçants que nous. Mais nous faisons des progrès, croyez-moi. Sur le plan de la culture, nous avons de quoi tenir bon.

- QUESTION.- Et l'influence de la monnaie allemande, des problèmes économiques allemands ?

- LE PRESIDENT.- Indiscutable. Mais la monnaie française est reconnue par tous. Et il s'agit d'aller vers une monnaie unique.

-\

QUESTIONS.- Précisément, sur la monnaie allemande, l'une des grandes dimensions du traité de Maastricht est la perspective de l'union monétaire. L'expérience de ces dernières années vous fait-elle penser que l'union monétaire est toujours possible ? On sent en Allemagne une sorte de résistance à l'union monétaire. LE PRESIDENT.- L'Argument est impressionnant, mais je ne pense pas qu'il ait la force que l'on dit en Allemagne. Voyez Manfred Brunner qui s'est présenté aux élections européennes pour la défense du mark. Zéro : il n'a pas eu de résonance. Je crois, malgré tout, que c'est un gros problème pour les Allemands. Ils avaient perdu leur importance diplomatique, militaire, politique, ils avaient acquis leur puissance monétaire. C'était ce qui caractérisait depuis trente ans la puissance allemande. Aujourd'hui, ils ont récupéré d'autres atouts. Et celui-là, par voie de comparaison, perd un peu de sa force. Je vous répète enfin que la monnaie unique est l'une des conditions du succès de l'Union européenne. QUESTION.-

Comment peut-on appeler cette monnaie ? LE PRESIDENT.- L'Ecu, c'est très bien. Le nom de baptême importe peu, mais c'est plutôt évocateur comme formule. Elle n'est pas de moi, elle est de mon prédécesseur. Je la trouve bien, c'est une bonne idée. QUESTION.- Les Allemands n'y sont pas très favorables. LE PRESIDENT.- Croyez-vous ? C'était une bonne idée française. Elle peut être une bonne idée allemande. QUESTION.- Vous pensez qu'en ayant fait la concession du siège de la Banque européenne on a... LE PRESIDENT.- On n'a pas fait de concession. Il y a eu règlement heureux d'un litige européen qui n'avait que trop tardé à se régler. Les Allemands ont soutenu la présence du Parlement à Strasbourg, nous avons soutenu la présence de la Banque en Allemagne. Certains voulaient se battre pour que ce ne soit pas Francfort. J'ai refusé cette bataille. Si la Banque va à l'Allemagne, on ne va pas lui dicter le choix de la ville.\

QUESTION. - Monsieur le Président, le 16 octobre, les Allemands renouvellent leur Bundestag. Pensez-vous que, pour les derniers mois de votre second septennat, vous aurez affaire au même chancelier

- LE PRESIDENT. - Je n'en sais pas plus que le résultat des élections européennes et des sondages. QUESTION. - Avez vous un souhait personnel ? LE PRESIDENT. - Si j'en avais un, je ne l'exprimerais pas, par respect pour le choix du peuple allemand. QUESTIONS.-

Quels sont les raisons et les objectifs de l'initiative franco-allemande concernant Tchernobyl? LE PRESIDENT.- Nous avons pris cette initiative avec le chancelier Kohl, car nous ne pouvions rester passifs devant le risque d'un nouvel accident à Tchernobyl, que les experts donnent comme très possible si rien n'est fait. En 1992, au sommet des Sept à Munich, la France et l'Allemagne ont proposé la création d'un fonds de sûreté nucléaire, destiné à toutes les interventions urgentes sur les centrales nucléaires de l'ex-Union soviétique. Mais le problème de Tchernobyl est d'une ampleur et d'une gravité telles qu'il fallait le traiter sans attendre. Le Conseil européen de Corfou vient de décider que l'Union européenne y consacrerait 500 millions d'écus (3,5 milliards de francs) dans les trois ans à venir.

- Au sommet des Sept à Naples, Américains, Japonais et Canadiens se sont joints à l'Europe pour accorder au programme de sûreté nucléaire et énergétique de l'Ukraine 200 millions de dollars de dons, sans compter les prêts des institutions internationales. Au-delà, le programme Tchernobyl doit devenir, à mon sens, exemplaire du traitement de toutes les centrales dangereuses de l'ex-Union soviétique.\

QUESTION. - Où en sont les Douze en ce qui concerne la succession de Jacques Delors ? Peut-on dire que l'axe franco-allemand a été mis en échec ? LE PRESIDENT. - Le gouvernement

britannique a mis son veto à la nomination de M. Dehaene à la succession de Jacques Delors. C'est d'autant plus regrettable que 11 pays s'étaient ralliés à cette candidature. J'observe, en particulier, que, dès le premier tour, M. Dehaene, Premier ministre de Belgique, avait les suffrages de tous ceux qu'on appelle parfois communément les "petits pays". On ne peut donc pas parler d'axe franco-allemand.

- Nous avons maintenant jusqu'au 15 juillet pour décider à l'unanimité du prochain président de la Commission. La présidence allemande de l'Union européenne consulte et ne souhaite pas, à ce stade, cela me paraît normal, dévoiler ses propositions.\